



la vie des territoires, l'avis des projets.

**Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration  
Séance du 4 juillet 2024**

**OBJET :** 8 - GRENOBLE-ALPES-METROPOLE – MEYLAN (collectivité garante) – Opération « 34 chemin de la Taillat » - Convention d'opération

Délibération n°9

Le quatre juillet deux mille vingt-quatre à douze heures, le Conseil d'Administration de l'Établissement Public Foncier local du Dauphiné (EPFL D) s'est réuni sur la convocation et la présidence de Monsieur Laurent AMADIEU.

Nombre d'administrateurs en exercice : **16**  
Nombre d'administrateurs présents ou représentés : **16**

**Administrateurs présents : 11**

M. AMADIEU, Mme BARDIN-RABATEL, M. CLAPPAZ, M. CORBET, M. MOCELLIN, Mme MARTIN-GRAND, M. MATHIEU, M. MOREAU, M. OLLEON, Mme PANTEL, M. PENET.

**Administrateurs absents ayant donné pouvoir : 5**

Mme BELAIR à Mme PANTEL, M. LONGO à Mme MARTIN-GRAND, Mme MARDIROSSIAN à M. CORBET, M. QUEIROS à M. AMADIEU, M. DESPESSE à M. MOCELLIN.

Madame Chloé PANTEL a été nommée secrétaire de séance.

Mesdames, Messieurs,

Vu l'article L 324-1 du Code de l'urbanisme qui prévoit que l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné réalise pour le compte de ses membres des acquisitions foncières ou immobilières en vue de la constitution de réserves foncières en application des articles L. 221-1 et L. 221-2 et de la réalisation d'actions ou d'opérations d'aménagement au sens de l'article L. 300-1,

Vu la délibération du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné n°22DL010\_PPI n°5 en date du 10 février 2022 actant le 5<sup>ème</sup> Programme Pluriannuel d'intervention de l'établissement,

Vu la délibération n°22DL036 du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné en date du 16 juin 2022 détaillant les modalités de portage, de cession, de minoration et de participation aux frais d'études,

Considérant que :

Le Conseil Municipal de la Commune de Meylan a missionné l'Agence d'Urbanisme de la Région Grenobloise (AURG) en février 2024 pour la réalisation d'une étude de cadrage urbain sur les îlots mutables le long de l'axe Vercors-Granier, comprenant les parcelles cadastrées section AR n° 8 et 9 qui ont fait l'objet d'une préemption par l'epfl ainsi que les parcelles cadastrées section AR n°7, 80, 84 et 81 situées au Nord des parcelles susmentionnées et formant l'îlot.

De plus, une étude de capacité a été réalisée par les services techniques de Grenoble-Alpes Métropole, sur les parcelles cadastrées section AR n° 8 et 9, qui permettront la construction d'environ 30 logements dont 100% de Logements Locatifs sociaux (LLS).

Ces éléments permettent de préciser l'opération en faveur d'un politique locale de l'habitat, portée par la commune au « 34 chemin de la Taillat ».

Après en avoir délibéré, le Conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné :

- Valide l'opération « 34 chemin de la Taillat » au titre de l'axe d'intervention « Répondre aux besoins en logements » du Programme Pluriannuel d'intervention n° 5 en vigueur,
- Approuve le projet de convention d'opération ci-annexé visant à définir les modalités de portage et de cession, ainsi que les engagements respectifs des parties pour réaliser la sortie de portage au plus tard dans les 4 ans suivant la signature de la convention,
- Valide l'enveloppe globale prévisionnelle des dépenses à supporter par l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné à hauteur de 850 000 € HT environ,
- Prend acte que le dispositif de minoration foncière de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné pourra être sollicité au moment de la cession à hauteur de 49% du déficit foncier dans la limite de 10 ou 15% du prix de revient de l'opération de portage foncier supporté par l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné,

- Prend acte que la Commune de Meylan dispose d'un fond d'aides exceptionnelles, correspondant aux plus-values des cessions réalisées sur des opérations garanties par la commune et qu'elle pourra solliciter ce fond pour diminuer le prix de revient de l'opération, au moment de la cession,
- Autorise le directeur de l'EPFL à signer la convention d'opération.

**Conclusions : adoptées à l'unanimité**

Pour extrait conforme,

Le Président

Laurent AMADIEU



